

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 7 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

publié sur 

SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY

7 avenue Saint Martin
50540 Isigny-le-Buat

Références : 2026-176

Code AIOT : 0005301495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY implanté 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat.

Cette visite s'inscrit dans la continuité de l'action régionale SDAGE débutée en 2025 auprès de la Société Beurrière d'Isigny.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
- 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Oui

La Société Beurrière d'Isigny le Buat est un établissement de transformation du lait, qui fabrique du beurre de la marque Président à hauteur d'environ 42 000 t/an.

Le site compte environ 150 personnes et réalise régulièrement des travaux de modernisation de l'usine.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 4
- Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	8 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'étude d'acceptabilité des rejets de la société Beurrière d'Isigny dans l'Yvrande menée sur l'année 2025 a démontré qu'en période de basses eaux (QMNA5), hormis le Phosphore, tous les autres paramètres surveillés ont un niveau de rejet compatible avec les critères de bon état des cours d'eau fixés par la Directive cadre sur l'eau. Ce constat amène l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'étudier quelle serait sa marge de manoeuvre pour réduire le flux en phosphore rejeté dans le ruisseau au travers de la réalisation d'une étude technico-économique (ETE).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22

Thème(s) : Risques chroniques Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Constats :

Le bureau d'études GES, mandaté par la société Beurrière d'Isigny et la société Electropoli, a présenté les résultats de l'étude de compatibilité des rejets avec le respect du bon état de la masse d'eau l'Yvrande à l'inspection des installations classées. Cette étude fait suite à une demande de l'inspection des installations classées à la société Beurrière d'Isigny d'évaluer l'impact de ses rejets sur l'Yvrande lors de la visite sur site menée par l'inspection le 11 juin 2024. Afin de mener une étude pertinente, compte tenu de la proximité des rejets de la société Beurrière d'Isigny et de la société Electropoli, il a été convenu entre les 2 parties d'élargir cette étude à l'échelle des 2 entités.

Ainsi, pour pouvoir déterminer l'impact de ces rejets, le bureau d'études a dû rechercher et produire des données sur le milieu naturel. L'absence de station hydrométrique sur le linéaire de l'Yvrande a nécessité, pour le bureau d'étude, de calculer, par extrapolation des données mesurées à la station hydrométrique la plus proche basée sur la Sélune, le QMNA5 en amont immédiat des rejets des 2 industriels. En outre, 2 campagnes de prélèvements et analyses ont été réalisées le 11 mars 2025 et le 16 septembre 2025 (en période de haute et de basse eaux) afin de déterminer la qualité des cours d'eau en 6 points pertinents (amont aval des points de rejets et affluent de l'Yvrande) et comparer les résultats obtenus à ceux issus des stations de mesure présentes sur l'Yvrande et la Sélune. Des prélèvements et analyses 24h ont également été réalisés en parallèle sur les rejets des 2 usines ces mêmes jours.

1 : Analyses en macropolluants des rejets de la Société Beurrière d'Isigny :

L'analyse des données relatives à la qualité de l'Yvrande fait apparaître un cours d'eau globalement en bon, voire très bon état pour les macropolluants (sauf NO₂- et Phosphore total, en dépassement limite de classe), y compris en période d'étiage.

Il s'avère que l'ensemble des résultats des analyses des rejets 2024 et 2025 de la Société Beurrière d'Isigny se révèle être inférieur aux VLE fixées par son arrêté préfectoral et que, pour la plupart des paramètres réglementés, le niveau des rejets est inférieur aux concentrations maximales admissibles par l'Yvrande. Seul subsiste un dépassement de la valeur cible en terme de concentration maximale admissible pour le Phosphore total dont la limite calculée à 0,37 mg/l (QMNA5 - 10 %) est inférieure au rejet moyen de 0,53 mg/l mesuré en 2025 pour la Société Beurrière d'Isigny.

Il importe donc que l'exploitant engage une étude technico-économique (ETE) afin de déterminer quelles sont les possibilités qui lui sont offertes pour réduire les flux émis en phosphore et atteindre le niveau de concentration cible requis (0,37 mg/l). L'exploitant doit justifier les solutions écartées, celle retenue et, le cas échéant, proposer les limites de traitement en Phosphore total atteignables en comparant les coûts d'investissement/fonctionnement par rapport au gain environnemental.

2 : Analyses en micropolluants des rejets de la Société Beurrière d'Isigny :

Ce calcul de l'acceptabilité milieu a également été fait sur les micropolluants. A cette fin, le bureau d'études a déterminé des concentrations de référence pour le milieu, basées sur les NQE, VGE, norme EDCH et en tenant compte de la biodisponibilité des métaux et du fond géochimique.

L'analyse de l'acceptabilité des rejets spécifiques à la société Beurrière d'Isigny sur l'Yvrande a révélé que les flux émis actuellement respectaient les concentrations maximales admissibles par le milieu, notamment du fait que la plupart des micropolluants étudiés sont absents ou en quantité infinitésimale dans les rejets de la beurrerie.

3 : Révision des valeurs limites d'émission

La révision des VLE des paramètres NTK, NH_4^+ et Phosphore total doit être faite afin de répondre à l'acceptabilité de l'Yvrande. Celle-ci sera faite lorsque les résultats de l'ETE sur le phosphore seront connus. Le tableau ci-après récapitule les niveaux maxima en concentration qui doivent être respectés et dont la plupart (sauf le Phosphore total) sont déjà respectés :

Paramètre	Concentration admissible (SOCIETE BEURRIERE ELECTROPOLI) (mg/l)	VLE AP (mg/l)	Nouvelle VLE (mg/l)
MES	102	30	-
DCO	63	50	-
DBO5	13	15	-
NTK	4,6	10	5
NH4	1,2	5	1,2
Phosphore total	0,37	2	0,37 ou ETE
Chlorures	600 mg/l	-	200
Nickel	100 µg/l	200 µg/l	<LQ

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remet une étude technico-économique (ETE) relative aux moyens à mettre en œuvre pour garantir une concentration cible en Phosphore total inférieure à 0,37 mg/l, pour ses rejets aqueux issus des effluents industriels traités, **au plus tard le 31 décembre 2026**. Si l'atteinte de ce niveau de traitement du Phosphore s'avérait technico-économiquement insoutenable par l'entreprise au regard du bénéfice environnemental qui en résulte, cette ETE fixera le niveau de traitement maximal auquel il est possible d'accéder.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 Mois